

rés du glacis russe, l'Allemagne orientale possédait encore une capacité de production précieuse. Remise en état, l'industrie de la zone soviétique pouvait toujours fournir des instruments optiques, des machines-outils, des appareils mécaniques de précision, des tissus, etc. En outre il existait toujours dans le pays — malgré les destructions et le pillage — des réserves et des richesses importantes. Par dessus tout l'Allemagne orientale possédait une population de 17.000.000 d'habitants proverbiallement laborieux et une classe ouvrière à haute qualification professionnelle. Les autorités d'occupation le comprirent, bien que pour la S.M.A. la période comprise entre la création des S.A.G. et la publication du plan de deux ans fut celle d'une exploitation systématique des possibilités encore existantes. La population était dépourvue d'esprit de résistance et, surtout au début, ne réagissait que très peu. En 1946 elle pouvait être comparée à quelqu'un qui ayant reçu un coup sur la tête en est encore abasourdi.

Les moyens mis en œuvre pour l'exploitation du pays furent d'une grande diversité et toute une gamme d'organisation fut mise au point dans ce but. Parallèlement la S.M.A. plaçait entre les mains de ses organismes les postes de commande de l'économie, révélant ainsi le souci de contrôler la vie économique du pays directement et non seulement à travers le parti stalinien. L'élément le plus caractéristique, sur le double terrain du contrôle et de l'exploitation, furent les S.A.G.

Les Sociétés Anonymes Soviétiques (S.A.G.).

La liste C. publiée en décembre 1945 comprenait les entreprises qui passaient sous l'administration directe des autorités militaires. Leur nombre exact n'est pas connu. Toujours est-il que 200 furent choisies au cours de l'été et de l'automne 1946 pour constituer 15 Sociétés Anonymes Soviétiques. Celles-ci devenaient propriété du gouvernement de l'U.R.S.S. et dépendaient directement de la commission du plan de Moscou.

Il n'y a pas de données officielles quant aux S.A.G. Leur part dans la production industrielle de la zone soviétique est appréciée à 30 % du total. Mais leur position dans le circuit industriel leur donne une importance plus grande encore car les S.A.G. représentent les positions-clés parmi les industries essentielles : 43 % de la construction mécanique ; 54 % de l'électro-industrie ; 45 % de la construction de véhicules ; 77 % de la production d'huile minérale ; 43 % de l'industrie chimi-

que ; 32 % des mines de charbon, etc. En outre, et surtout, les S.A.G. comprennent les entreprises les plus riches en capital fixe, les plus modernes et les plus rentables : elles emploient 20 % du nombre total des ouvriers de la zone, mais produisent 30 % de l'ensemble de la production industrielle. Un autre indice : tandis que le chiffre moyen des ouvriers d'une S.A.G. est de 2370, celui d'une entreprise sous le contrôle des autorités allemandes est de 154. De plus les S.A.G. ont un droit de priorité par rapport aux autres secteurs de l'industrie quant à l'approvisionnement en matières premières, en main-d'œuvre et en pièces de rechange. Ainsi les S.A.G. perçoivent 33 à 35 % de la production de charbon quoiqu'elles ont besoin de moins de 30 %. Avec la différence les S.A.G. effectuent des opérations de compensation frisant le marché noir, grâce auxquelles elles acquièrent encore des matières premières ou des machines. Au début les S.A.G. ne payaient pas non plus d'impôts. Au cours de l'année 1947, pourtant, cette question fut résolue dans le sens contraire par les autorités allemandes. En échange, depuis, les S.A.G. reçoivent des subventions de la part des gouvernements des Länder en vue de pouvoir maintenir les bas prix de 1944. Les S.A.G. n'ont pris à leur charge ni les dettes contractées par les anciennes entreprises avant mai 1945, ni même celles qui le furent entre cette date et juin 1946.

Ainsi les S.A.G. ont une position des plus privilégiées au sein de l'économie de la zone orientale. Le plus clair de leur production quitte pourtant le pays. Mais il est impossible d'obtenir sur ce point des chiffres exacts, de même qu'il est impossible de savoir dans quelle mesure ces exportations sont comptabilisées sous la rubrique des réparations. Quoiqu'il en soit, les S.A.G. représentent un poids terrible et un appauvrissement continu pour l'économie déjà exsangue du pays. Par leur position dominante dans l'économie de l'Allemagne orientale et par leur liaison directe avec la commission des plans de Moscou, les S.A.G. intègrent l'ensemble de l'économie de la zone russe à celle de l'espace soviétique, mais non sur un plan de collaboration quelconque, mais de stricte subordination.

La « Garantie und Kreditbank ».

Le financement des S.A.G. est assuré par la « Garantie und Kreditbank » créée au début 1946 et qui est la banque du gouvernement militaire. Les affaires de cette institution semblent extrêmement prospères. Son capital initial était de 350.000 marks.

En juin 1947 son bilan se chiffrait à deux milliards 100 millions, et un an plus tard, au moment de la réforme monétaire il était entre 4 et 5 milliards. Pour se rendre compte de l'importance de ce chiffre il faut noter que fin 1938 l'ensemble des grandes banques berlinoises, dont le champ d'activité s'étendait à toute l'Allemagne et à une bonne partie de l'Europe présentaient un bilan de 9 milliards. L'explication de son essor réside dans la place que tient la Garantie und Kreditbank au sein de l'économie de l'Allemagne orientale : elle comptabilise non seulement les bénéfices des S.A.G. et des compagnies Commerciales soviétiques, mais elle est de plus l'institution par laquelle passe obligatoirement tout le mouvement monétaire résultant des importations et des exportations de l'Allemagne orientale. Elle occupe ainsi un poste de surveillance essentiel dans l'économie du pays. De plus elle était, en juillet 1946, créditrice de 3 milliards 700 millions de marks vis-à-vis de la Banque Centrale de Potsdam, chargée de l'émission de monnaie pour la zone russe. L'actif total de la banque de Potsdam était de 4 milliards et demi. Elle était donc sous le contrôle de la Garantie und Kreditbank qui contrôlait ainsi, en même temps, les banques des autres Länder, dépendantes de la banque d'émission.

La Garantie und Kreditbank investit ses bénéfices suivant les règles de l'économie capitaliste. Elle achète des blocs de maisons, parfois des terres, ou bien elle organise des compagnies de transport, de navigation fluviale, de distribution d'essence, etc. Toutes ces sociétés commerciales sont inscrites régulièrement dans le registre de commerce allemand et constituent un nouveau moyen de s'infiltrer dans l'économie du pays.

Les prélèvements sur la production courante.

Si les autorités soviétiques exploitent directement les 30 % de la capacité industrielle de leur zone, toute l'économie de cette dernière fut marquée, entre le milieu de l'année 1940 et celui de l'année 1948, par les prélèvements sur la production courante au titre des réparations et des frais d'occupation. Mais lorsqu'on cherche sur ce terrain des données précises on se trouve devant un vrai maquis de demi et de contre vérités. On est donc forcé de se contenter d'appréciations qui donnent seulement des ordres de grandeur.

Le gouvernement militaire affirmait qu'entre 1946 et 1948 le total des prélèvements était de 15 % de la production brute.

Or il s'agit certainement de la production brute non épurée, c'est-à-dire du total résultant de l'addition des chiffres de production de différentes branches de l'économie, dans lequel on additionne plusieurs fois le même élément. Par exemple, le charbon rentre en ligne de compte une fois dans la production minière et une seconde fois dans la valeur de la production métallurgique. L'image donnée par le chiffre de 15 % est donc fautive. Suivant l'Institut de Recherche Economique de Berlin, les prélèvements soviétiques sont de 26 % du revenu social de la zone orientale. Il faut tenir compte lorsqu'on considère ce chiffre du fait que la part relative de l'industrie dans l'économie du pays — par suite des destructions de guerre et des démontages — a beaucoup diminué et que par ailleurs les prélèvements soviétiques portent justement sur l'industrie. Il ne faut donc pas s'étonner si le chiffre cité de 15 % monte à 70 ou 80 % pour la période 1946-1948 lorsqu'on se rapporte aux industries proprement dites (à l'exclusion des industries alimentaires).

Cette situation se reflète de manière frappante dans la structure du budget des Länder. Les rentrées budgétaires pour 1946-1947 avaient été de 11 milliards de marks. Sur cette somme 7 milliards 600 millions furent prélevés par les autorités d'occupation, donc près de 70 %. Mais les prélèvements auraient représenté 100 % des rentrées si les gouvernements des Länder, pour éviter la catastrophe financière n'avait transformé une bonne part de la production de pommes de terre en alcool. Le « schnaps » fut mis en vente quasi libre, à des prix forts et amena dans les caisses publiques, sous forme de taxes, plus de trois milliards de marks, cependant que la majorité de la population souffrait de la faim.

Les sociétés commerciales soviétiques.

La part d'objets de consommation qui restait à la population était extrêmement réduite. Pourtant elle était encore rattachée par les autorités d'occupations au moyen des sociétés commerciales soviétiques. Celles-ci, au nombre de 8-10, avaient leur siège à Berlin et des filiales dans toutes les villes de la zone russe, mais étaient soumises à un contrôle direct du ministère du commerce extérieur de Moscou. Les sociétés commerciales étaient strictement spécialisées. La Techno-Export achetait dans la zone russe et vendait à l'étranger des voitures, des machines à écrire, à calculer, à coudre, etc. La Export Import

Bois commerçait avec le papier, la cellulose, etc. L'Export-Lyon était spécialisée dans le textile. La Jenapra et la Bromexport s'occupaient des produits chimiques. La Sovexportfilm possédait l'exclusivité de l'exportation des films allemands produits dans la zone soviétique et importait en échange des films russes. La Deranapht exportait l'essence synthétique et avait pris en même temps la place de la Standard Oil ; elle possédait des pompes à distribuer l'essence. La Soyuspuschina possédait le monopole de l'exportation de fourrures préparées à Leipzig, capitale allemande de la fourrure. Il n'y avait pratiquement entre 1946 et 1948 aucune branche qui ne soit pénétrée par les sociétés commerciales soviétiques. Une partie des produits exportés par celles-ci provenait des prélèvements au titre des réparations. Mais une autre était achetée contre des marks, qui avant la réforme monétaire avaient une valeur internationale très réduite, et étaient vendus contre des devises. Souvent les marchandises étaient vendues à l'étranger comme provenant de l'U.R.S.S. Dans ce cas on leur apposait, pendant la fabrication en Allemagne, une marque commerciale soviétique.

La plus connue et sans doute la plus détestée par la population parmi les compagnies commerciales russes était la Rasno Export. Celle-ci était la seule à avoir une activité éclectique : porcelaine, verrerie, bas, vêtements, etc. Généralement des objets d'usage courant. En même temps la Rasno Export avait la tâche de drainer ce qui pouvait rester de richesse au sein des familles : montres en or, alliances, bijoux, monnaies d'or et d'argent, vieux tableaux, porcelaines d'art, etc. La Rasno Export, autant que faire se pouvait, ne déboursait pas d'argent : en échange des objets que les intermédiaires lui apportaient elle remettait au prix du « marché gris » des cigarettes qu'auparavant elle avait achetées au prix de la taxe aux fabriques de Dresde. En même temps elle faisait accorder par la S.M.A. à ses intermédiaires des licences de commerce spéciales grâce auxquelles ceux-ci pouvaient vendre au public au prix noir les cigarettes obtenues. Jusqu'à la mi-1948 il y eut dans toutes les villes de la zone russe des magasins Rasno échappant au contrôle des autorités allemandes où on vendait des cigarettes et parfois aussi des chaussures et des articles textiles que la Rasno fournissait également aux intermédiaires.

Les cigarettes d'un côté, l'alcool de l'autre eurent entre 1946 et 1948, toutes proportions gardées, le même rôle qu'eut l'opium sur les marchés de Chine pendant les années 1860 et 1870. La comparaison pourrait être poussée plus loin car il se forma autour des compagnies commerciales, et surtout autour

de la Rasno, une couche d'intermédiaires allemands ou cosmopolites qui assumaient le même rôle par rapport aux compagnies soviétiques que les Compradores d'Extrême-Orient par rapport aux grandes compagnies capitalistes. On pourrait placer dans le même groupe de quasi compradores le corps des inspecteurs de réparations formés de membres du S.E.D., qui était destiné à choisir les marchandises de première qualité destinées à être envoyées en U.R.S.S.

Parallèlement à la Rasno, et sur le même modèle, se développèrent également entre 1946 et 1948 respectivement une compagnie yougoslave, polonaise, tchèque et bulgare. Ces dernières importaient des cigarettes ou de l'alimentation qu'elles revendaient au marché noir. En échange elles achetaient des machines, des instruments médicaux, etc.

Vers juillet 1948 un grand changement se produisit dans le monde de ce « commerce noir » : La S.M.A. ferma brusquement ses propres magasins Rasno et presque au même moment confisqua l'actif liquide de la compagnie yougoslave. La situation internationale s'y répercutait : Tito venait de rompre avec le Kominform. Par ailleurs, le plan de deux ans avait été publié. La « troisième période », celle de la reconstruction relative venait de commencer : la S.M.A. avait décidé que les magasins Rasno ne correspondaient plus à cette étape.

Le parti stalinien et les prélèvements sur la production courante.

Le S.E.D. approuva sur toute la ligne la politique des autorités d'occupation. On trouva des arguments théoriques pour cela et Grotewohl explique (devant le Comité Central du parti, en juin 1948) que la situation en Allemagne orientale ne pouvait pas se comparer à celle des pays de l'est européen, ces derniers étant des démocraties populaires ; c'est pour cela que l'U.R.S.S. aurait réduit de moitié les réparations dues par la Hongrie et la Roumanie. Mais la zone soviétique n'étant pas au même stade, le gouvernement de Moscou ne pouvait avoir la même attitude.

Le S.E.D. s'efforça surtout de trouver des diversions aux prélèvements soviétiques. De même que la réforme agraire et les nationalisations avaient servi pendant la première année d'occupation de « compensation » aux démontages, au cours des deux années suivantes on se servit dans le même but du mot-d'ordre

de l'unité allemande, qui correspondait d'ailleurs au sentiment profond des masses. On accuse uniquement les impérialistes occidentaux de vouloir dépecer l'Allemagne et on rejete sur eux toute la faute de la misère du pays.

Le S.E.D. saisit aussi une autre occasion d'essayer de faire oublier les réparations. Au printemps 1947 la S.M.A. rendit aux autorités allemandes 74 usines avec 68.000 ouvriers sur les 200 entreprises qui avaient été incluses l'année précédente dans les S.A.G. Il est vrai, ces usines étaient parmi les moins rentables (à citer le cas de la Maximilian Hütte, en Thuringe, qui à cette époque perdait 20 millions par an). Dans d'autres cas on rendit des usines en partie démontées, ou bien elles le furent peu après leur remise. Il reste néanmoins que le geste fut fait peu de temps après l'échec de la conférence de Moscou sur l'Allemagne lorsqu'il était déjà évident que le pays resterait divisé pour la période à venir. La remise de 74 usines aux autorités allemandes constituait un pas de plus dans la voie inaugurée un an auparavant, lorsqu'on avait décidé que les entreprises de la liste C resteraient dans le pays.

Cependant la S.E.D. avait concentré entre ses mains les principaux leviers de l'économie du pays. Mais, dirigeant tout, il devait aussi tout résoudre et les prélèvements soviétiques décuplaient les difficultés déjà considérables. Malgré l'assimilation des cadres principaux du parti au stalinisme russe, des frictions se produisent dès cette période entre le S.E.D. et l'administration militaire. Ainsi lorsqu'il fut question de calculer le prix des usines transformées en S.A.G. et qui devait être transcrit sur le compte des réparations, la S.M.A. s'en tint chaque fois au prix de 1938 et diminua d'un coefficient très grand la valeur des machines suivant leur âge. Les autorités staliniennes allemandes voulaient par contre que l'on calcule le prix des machines au moment de leur installation et proposaient un coefficient plus bas de diminution par année d'usage. La S.M.A. n'a pas comptabilisé plus de 40 % de sommes demandées par les autorités S.E.D. De même il y eut des cas où les administrations des Länder présentaient à la S.M.A. des requêtes dans lesquelles elles se plaignaient de la sorte que les autorités soviétiques ne s'en tinsent pas au programme établi pour la fourniture des réparations et que dans ces conditions il fût impossible de mettre sur pied et d'exécuter les plans de production. Mais en général ces frictions restèrent isolées. Ce ne fut que vers le milieu de 1948 et pendant l'étape suivante qu'elles prirent une plus grande importance.

La zone de la faim.

Les prélèvements massifs sur la production courante, après les démontages et les destructions de la guerre, contribuèrent à délabrer l'économie du pays. L'immense majorité de la population de la zone russe connut la misère. Les campagnes bouleversées par la réforme agraire et ne recevant de la ville ni engrais ni machines ne produisaient plus suffisamment pour nourrir la population. Elles devaient de plus ravitailler les troupes d'occupation, fort nombreuses (4-5-600.000). Il suffira de rappeler qu'entre 1946 et 1948, la mortalité en zone russe fut une des plus fortes du monde : 21 pour mille de moyenne, tandis que la natalité n'était que de 12 pour mille. La zone soviétique fut à cette époque la seule région d'Europe où la population diminua : or (2 % en trois ans), compte tenu de la différence de populations il y eut en zone russe entre 1945 et 1946, 400.000 morts de plus et 200.000 naissances de moins qu'en Allemagne occidentale. Ce fut là pour la population le résultat le plus immédiat et le plus clair de l'occupation.

Les réparations et la misère qu'elles entraînent constituèrent le fait dominant de la vie du pays. Comme il n'était pas possible de mettre ouvertement le problème à l'ordre du jour, les réparations devinrent l'arrière plan de tout le développement politique et social de la zone russe. Transformations économiques, conflits entre différentes catégories sociales, caractère des institutions officielles ou semi-officielles, vie et idéologie des organisations politiques et parapolitiques, tout en fut imprégné.

La double politique stalinienne par rapport à la bourgeoisie.

La politique du commandement militaire et du S.E.D. par rapport à la bourgeoisie parut contradictoire les premiers temps de l'occupation. En réalité, outre les influences internationales qui jouaient, elle constituait un compromis entre les deux termes de l'orientation de la S.M.A. : faire produire le pays en vue des réparations, le contrôler exclusivement.

Nous avons vu que dès la première étape les banques furent fermées et les entreprises ayant appartenu à des nazis expropriées. En réalité on décapita ainsi l'appareil économique de la bourgeoisie et on déposséda cette dernière de ses entreprises

les plus importantes. Il est certain pourtant qu'en 1945-46 ces mesures ne constituèrent pas dans l'esprit des staliniens un pas vers la liquidation du capitalisme : l'ensemble de la situation contribuait en effet à créer une équivoque de ce point de vue. L'U.R.S.S. qui venait de gagner la guerre était en plein cours droitier. Le Kremlin croyait encore à l'esprit de Yalta et de Potsdam. Par dessus tout l'U.R.S.S. ravagée par la guerre avait besoin d'une Allemagne orientale socialement stable et productive : le Kremlin ne voulait pas de révolution. Pourtant il ne pouvait pas non plus laisser les rênes de l'économie aux mains d'une classe sociale hostile et qui devait inévitablement être attirée vers l'Allemagne occidentale bourgeoisie et vers le capitalisme américain. On plaça donc des staliniens aux postes de direction de l'économie. Mais sous peine de désorganiser totalement la production, cette mesure ne pouvait pour le moment être étendue à la totalité des grandes et moyennes entreprises. On laissa par conséquent en place un nombre assez important de capitalistes et on leur permit de travailler. Après la fin de l'étape des démontages il y eut même de nombreux cas où des entreprises moyennes investirent des capitaux dans certaines branches de l'industrie légère.

En dehors du fait qu'il répondait aux nécessités économiques, ce « libéralisme » relatif correspondait à l'un des traits les plus typiques du stalinisme. Déjà au cours des années 1920 le parti stalinien avançait l'idée que, sous certaines conditions, grâce à la propagande et à l'organisation, la bourgeoisie peut être « neutralisée ». Maintenant que le parti détenait le pouvoir d'état sa confiance dans les vertus de l'organisation et dans la toute puissance des cadres était devenue illimitée. Les dirigeants communistes crurent sincèrement que grâce à un dosage judicieux de propagande et de mesures policières ils pourraient dominer et utiliser la bourgeoisie, après l'avoir amoindrie.

Ceci s'avérera bien entendu illusoire, mais pendant quelque temps toute la politique stalinienne sera orientée dans ce sens. Dès le 11 juin 1945 le comité d'initiative communiste proclamait l'intangibilité de la propriété privée non nazie. Un an plus tard, au moment des élections, le parti stalinien distribua dans les milieux de petits et moyens capitalistes des milliers de tracts qui développaient le même thème et préconisaient « l'union de tous les Allemands progressistes et de bonne volonté ». Des dizaines de fois les autorités communistes proclamèrent leur bienveillance à l'égard de l'initiative privée.

Parallèlement on organisait le « Bloc Démocratique », c'est-à-dire l'alliance du parti stalinien et des deux partis bourgeois autorisés : les Libéraux-Démocrates et les Chrétiens-Démocrates. Les dirigeants staliniens eurent à vaincre à ce propos de vives résistances au sein de leur propre parti. Les vieux communistes se rappelaient les anciens mots d'ordre et avaient une forte répulsion pour « l'union sacrée avec la bourgeoisie ». On leur expliqua que le bloc est une alliance d'un type particulier car elle est organisée sous l'égide du parti du prolétariat et lui profite exclusivement.

Au début 1946 les positions respectives du secteur capitaliste et du secteur nationalisé semblaient fixées et l'idéal politique du commandement militaire russe aurait pu s'exprimer ainsi : « que personne, ouvrier, ni capitaliste, ne s'agite plus, ne remue plus, mais que tous restent à leur place et travaillent ». Quarante pour cent de la production revenaient à cette époque, au secteur capitaliste répartis entre 30.000 entreprises environ, (généralement dans l'industrie légère) tandis que le secteur public — les usines de la catégorie A — représentaient seulement 30 pour cent et 2.800 entreprises. Plus de 50 pour cent des ouvriers travaillaient dans les entreprises privées.

Organisation du secteur nationalisé.

Au fur et à mesure que les mois passaient, les autorités staliniennes tâchaient de doter chacun des deux secteurs d'une organisation propre. Les entreprises sous séquestre de la catégorie A furent formellement transformées en « entreprises propriété du pays » (Landes eigene Betriebe : L.E.B.) en juin-juillet 1946, par un plébiscite organisé à cette fin, en Saxe et par décisions parlementaires dans les autres pays. Dans chaque Land on créa une direction des L.E.B. rattachée au ministère respectif de l'économie. Partout ce ministère avait un titulaire S.E.D., sauf au Mecklembourg où il appartenait à l'Union Chrétienne Démocratique. Comme on voulait avoir dans ce pays aussi la haute main sur ce secteur important de l'économie on créa spécialement une direction des séquestres que l'on rattacha au Ministère de l'intérieur dont le titulaire était le Stalinien Warnke. Dans chaque entreprise l'administration nomma, dans la mesure du possible, un directeur qui possédait la confiance du parti. Les entreprises de même branche furent réunies, sur la base du même pays dans des groupements horizontaux et à la tête de chacun de ceux-ci on installa un conseil de direction

de confiance. L'appareil bureaucratique de l'administration économique prenait dès fin 1946 une ampleur considérable. Il faut noter qu'en Saxe, par exemple, où il était le plus développé il y avait 65 groupements industriels, par branches, pour 1121 entreprises nationalisées. Il faut tenir compte de plus qu'un certain nombre d'entreprises d'intérêt local n'étaient pas comprises dans les groupements régionaux mais étaient attribuées aux villes, aux « cercles » (1), aux coopératives ou aux syndicats. Partout le souci essentiel était que le parti contrôle l'entreprise. Peu à peu le parti acquerrait ainsi des racines solides dans la vie économique de la zone russe. Ce fait était d'un côté la conséquence des nationalisations sans participation réelle des ouvriers à la direction de l'entreprise, de l'autre constituait une nécessité impérieuse pour les gouvernements des Länder installés grâce aux autorités d'occupation et qui en quelque sorte n'étaient que superposés à la réalité sociale du pays. Cette nécessité se fit sentir surtout dans les régions agraires, le Mecklembourg et le Brandebourg, où les gouvernements communistes de Schwerin et de Potsdam se sentaient perdus dans la masses de parcelles individuelles paysannes, qu'ils avaient d'ailleurs créées. C'est ce qui explique que tandis qu'en Saxe seulement 25,3 pour cent du nombre total des ouvriers travaillent dans les entreprises nationalisées (avec une production de 31 pour cent du total), ce chiffre s'élevait respectivement à 40 et 44 pour cent (avec une production de 49 et 48 pour cent) pour le Brandebourg et le Mecklembourg. De plus, dans chacun de ces deux derniers pays, 10 pour cent des ouvriers travaillaient dans des entreprises communales ou propriété des organisations sous contrôle du parti (seulement 8 pour cent en Saxe). De même en Thuringe, région caractérisée par ses vieilles industries familiales, les autorités S.E.D., pour se créer une base, ne purent se limiter à exproprier les gros entrepreneurs mais mirent sous séquestre un grand nombre d'entreprises artisanales ou de petites fabriques avec moins de 100 ouvriers. La moyenne des ouvriers par entreprise nationalisée est de 119 en Thuringe ; elle est de 169 en Saxe et de 244 au Saxe-Anhalt. Ces chiffres prouvent qu'avoir été nazi n'était pas la seule raison pour laquelle le capitalisme pouvait voir son usine expropriée, mais que les nécessités du parti jouaient un rôle important. Ceci était déjà vrai en 1945-46, et le devint beaucoup plus par la suite.

(1) Division administrative.

Dès ce moment donc le parti stalinien se considérait, après la S.M.A., en quelque sorte comme maître de l'économie du pays. Il s'en taillait une partie et tâchait de l'administrer comme son propre domaine. Pour ce faire il se servait de la fiction qu'il avait créée par la force et qu'il continuait à imposer : le S.E.D. est la cristallisation des tendances du peuple allemand en général et de la classe ouvrière en particulier.

Organisation du secteur privé.

Le parti essaya également de contrôler le secteur privé, tout en laissant, comme nous l'avons rappelé, aux capitalistes la possibilité d'exister.

Dès 1945 on créa dans chaque pays, et par la suite dans chaque « cercle » (Kreis) des chambres d'industrie et de commerce. Elles n'eurent dès le début qu'un rôle purement figuratif ; chaque chambre contenait 16 représentants de « confiance », nommés par les syndicats et par le gouvernement du pays et 8 représentants des entrepreneurs, qui étaient également nommés par le gouvernement. L'ordre du jour des chambres devait être approuvé à chaque séance par l'administration. La mission des chambres était de donner des avis en ce qui concerne les prix, la répartition des matières premières, l'apprentissage, etc. En réalité bien souvent elles n'étaient même pas consultées. Le titre de membre d'une chambre d'industrie et de commerce était pourtant recherché par les entrepreneurs privés, car il leur fournissait un alibi utile et leur permettait de mener favorablement leurs affaires par ailleurs.

La revue stalinienne « Die Wirtschaft » de cette époque parle « des forces progressives parmi les entrepreneurs qui sont représentés dans les chambres d'industrie ».

C'est surtout vers la répartition des marchandises et des matières premières que se porta l'attention des autorités staliniennes. En effet, vu la pénurie générale on pouvait par ce moyen, en principe, contrôler l'ensemble de l'industrie et du commerce privé, favoriser les uns ou provoquer la ruine des autres.

La répartition des marchandises était effectuée au début de l'occupation, comme du temps de l'ancien régime, par les grossistes. Pour chaque opération, le commerçant de gros devait obtenir une licence de livraison. Mais le contrôle de la circulation des marchandises s'avérait trop aléatoire. Début 1946 les gouvernements des Länder consentirent dans chaque pays

la distribution et l'entrepôt des marchandises destinées au secteur privé à un groupe de grossistes « de confiance ».

Ceux-ci, à leur tour, prirent des sous-concessionnaires, et bientôt apparut aussi une troisième série d'intermédiaires. Le contrôle devenait à nouveau impossible. Dans le courant de 1946, on créa alors dans chacun des Pays un comptoir central pour l'industrie et un autre pour le commerce, sauf au Méclembourg où il n'y eut qu'un seul pour les deux branches. Ces comptoirs étaient destinés respectivement à répartir les matières premières aux industriels et les produits fabriqués aux commerçants. Ils étaient organisés comme des sociétés commerciales et étaient divisés en autant de départements qu'il y avait de branches industrielles importantes. Aux chefs-lieux de « cercle » il y avait également des sous-comptoirs de différentes branches. Dès le début l'organisation prenait les proportions d'une vraie administration. Dans chaque pays 51 pour cent du capital du comptoir, qui possédait le statut d'une société à responsabilité limitée, était versé par le gouvernement et 49 pour cent par les entrepreneurs privés et par les coopératives. Il était très avantageux pour un capitaliste de la zone russe d'être membre d'un comptoir car il détenait ainsi une parcelle de pouvoir économique réel, mais membres et souscripteurs étaient désignés exclusivement par l'administration stalinienne. C'était là un moyen comme un autre de susciter « un courant progressif » parmi la bourgeoisie. A cette époque, en effet, de nombreux capitalistes adhérèrent au C.E.D., car la carte du parti était encore le meilleur moyen de s'ouvrir la voie vers une chambre de commerce ou vers un comptoir.

Sur le terrain de l'entreprise même, l'administration stalinienne ne négligea pas non plus d'organiser un contrôle multiple et qui devait être total. Outre les organes de l'administration financière, les comités syndicaux et les conseils d'entreprise pouvaient à tout moment vérifier les livres de compte. Le secret commercial et même le secret de fabrication n'existait plus.

Tout était donc prévu pour qu'un certain nombre de capitalistes vivent et travaillent, mais très sévèrement encadrés et surveillés. Le but général était de profiter de l'expérience des capitalistes pour faire tourner la machine économique du pays en vue de livrer des réparations à l'U.R.S.S. et de consolider le régime S.E.D. Mais le parti stalinien faisait preuve de myopie politique ou pensant qu'on peut grâce à l'appareil d'état et à la propagande sur la « fraction progressive de la bourgeoisie » détourner toute une classe sociale de son but.

Résistance de la bourgeoisie.

Dès 1946, il y eut des reconstitutions de cartels et d'associations capitalistes libres. Les petits fabricants de verre de Thuringe se groupèrent et s'unirent ensuite aux polisseurs de verre émigrés de Bohême qui s'étaient groupés de leur côté. Ils s'entendirent pour faire monter les prix de leur production. Mais cette association, ainsi que d'autres semblables eut un caractère sporadique car elle fut vite découverte. D'autres groupements capitalistes eurent plus de chance et acquirent plus d'envergure; ainsi les fabricants et les marchands de textiles de Saxe qui avaient créé dès 1946 également une communauté de travail clandestine. A la différence de leurs collègues de Thuringe ils avaient eu l'habileté d'occuper les postes principaux de la section textiles du comptoir industriel de Dresde ainsi que de la succursale de ce dernier à Chemnitz. De plus et surtout ils avaient su s'introduire dans le département respectif du ministère de l'économie saxon. Très souvent ces industriels et gros commerçants étaient membres du S.E.D. et mettaient à profit la théorie, en vogue alors, du courant progressif au sein de la bourgeoisie. Grâce à leurs relations administratives et politiques, et à leur habileté, les tisserands et les fabricants de tricots de la région de Chemnitz firent des affaires d'or. Ils s'attribuèrent des quantités de matières premières et de combustibles supérieurs aux besoins. Ils en revendirent au marché noir. Ils écoulèrent une partie de la production en cachette aux capitalistes de l'Allemagne occidentale ou de Berlin, ou bien firent des affaires de compensation au sein de la zone russe. Le cas des tisserands de Saxe fut loin d'être isolé et d'autres scandales de moindre envergure éclatèrent dans d'autres branches aussi.

Au bout de quelques mois seulement après la création des comptoirs, les capitalistes réussissaient non seulement à transformer en leurs instruments les organismes destinés par le S.E.D. à les contrôler mais encore, grâce à ces organismes ils sabotaient les efforts de planification et désagrégeaient l'appareil administratif économique. Il s'avérait ainsi qu'il n'est pas possible de faire travailler la bourgeoisie contre elle-même et la théorie du courant progressif capitaliste s'effondrait.

Car par ailleurs l'ensemble de la situation économique favorisait la résistance habile et secrète du capitalisme. Les démontages et les réparations, après les destructions de la guerre,

avaient provoqué une pénurie générale. Le marché était inondé de signes monétaires et les prix étaient maintenus artificiellement au bas niveau de 1944. N'importe quoi était acheté. Il fallait être assez habile pour trouver une matière première même de mauvaise qualité, et parmi les ruines des rudiments de moyens de fabrication. Beaucoup de petites et moyennes entreprises furent fondées ainsi entre 1945 et 1947 par d'anciens capitalistes, qui mettaient à profit leurs expériences commerciales et leurs liaisons d'affaires. Pour la même raison — la pénurie et la détresse générale — les fonctionnaires pouvaient être corrompus assez facilement. Un rédacteur de ministère touchait 3 à 400 marks par mois, et le moindre fabricant jonglait, avant la réforme monétaire, avec des trentaines de milliers. Pour la même raison encore les capitalistes réussirent à influencer ou corrompre les conseils d'entreprise de leurs usines. Ces derniers acceptaient qu'une partie de la production soit soustraite au plan et « compensée », c'est-à-dire échangée par des canaux privés contre d'autres marchandises ou du ravitaillement pour les ouvriers. Souvent le conseil d'entreprise acceptait de couvrir l'opération contre des avantages pour lui-même.

Ainsi, loin de « rester à leur place et de travailler », comme l'aurait désiré le commandement soviétique, les capitalistes remuaient, se débattaient et marquaient des points car ils réussissaient à se gagner ou à corrompre l'appareil même qui était destiné à les contrôler. Bien entendu, pour ce faire, ils se sentaient encouragés par la renaissance du capitalisme en Allemagne occidentale et en général par la supériorité des forces du capitalisme sur celles de l'U.R.S.S. sur le plan mondial.

Rentabilité des entreprises privées et nationalisées.

Ce n'était d'ailleurs là qu'une partie du poids qu'exerçait le secteur capitaliste sur l'économie de la zone russe. Car souvent, au début surtout, les entreprises privées réussissaient à battre au point de vue de la rentabilité, les entreprises nationalisées. Le journal *Der Morgen* du 7.3.48, qui est l'organe du parti libéral-démocrate de la zone soviétique, démontre que pour 1947 les entreprises nationalisées de Saxe, qui affichaient un bénéfice d'environ 5.000.000 de marks avaient en réalité perdu 18,5 millions car l'administration financière leur faisait cadeau de 23,5 millions sous forme d'impôts sur le capital qu'elle ne touchait pas et qu'elle aurait réclamé à des entrepreneurs privés. La non rentabilité des L.E.B. était d'autant plus frap-

pante qu'elles jouissaient par rapport aux entreprises privées d'autres avantages encore en dehors de l'imposition différente. Ainsi elles touchaient des subventions pour pouvoir maintenir les prix de 1944 et étaient favorisées dans la répartition des matières premières.

Mais le secteur privé possédait plus d'habileté commerciale et les bénéfices amenés par les affaires de compensation étaient incomparablement plus hauts que les bénéfices légaux,

L'esprit capitaliste gagne le secteur nationalisé et les institutions publiques.

Simplement pour pouvoir vivre et pour pouvoir donner à manger à leurs ouvriers, les entreprises nationalisées durent recourir aussi aux compensations. En cachette des organes du parti et du groupement industriel régional auxquels appartenait, l'usine écoulait une partie de sa production pour son propre compte. Souvent ces opérations, strictement défendues, étaient accomplies pour combler une nécessité tragique. De temps en temps pénétraient jusque dans la presse S.E.D. de vrais appels de détresse de la part du personnel des entreprises nationalisées, comme celui-ci envoyé par le correspondant ouvrier de la Maximilian Hutte au journal stalinien de Thuringe : « Ceux qui sont dans l'administration devraient s'imaginer ce que ça signifie de remplir un haut fourneau à la lueur d'une lampe de poche. Les hommes de l'équipe de nuit des hauts fourneaux sont en danger de mort à la suite de l'éclairage insuffisant causé par le manque d'ampoules électriques. »

Le sort du directeur d'une entreprise nationalisée n'était souvent pas des plus enviables. Il était forcé de nourrir et de vêtir ses ouvriers, car autrement, ceux-ci ne pouvaient produire. Il devait se procurer des matières premières et du matériel d'équipement, car la non-réalisation du plan pouvait signifier pour lui le limogeage, sinon l'arrestation. Par ailleurs le même sort pouvait l'atteindre si ses « compensations » étaient trop visibles. Bien entendu une corruption grandissante des cadres de l'administration accompagnait les « affaires de compensation. »

Le parti faisait des efforts désespérés pour combattre ces habitudes. Il condamnait hautement « l'égoïsme d'entreprise et préconisait l'émulation en vue de la reconstruction démocratique ». Il multipliait les appels et les menaces et instituait, organisme de contrôle sur organisme de contrôle. Mais